



# %78Nord passe à l'attac !

Comité Local Attac 78 Nord

Mail : 78nord@attac.org Tél : 06 74 92 20 24

Site Internet : <http://www.attac78nord.org/>

LETTRE ATTAC 78 NORD

N° 42

FÉVRIER 2012



## Sommaire

Page 1 : *Edito: Nous ne paierons pas leur dette !*

Page 2 : *Suite de l'Edito*

-*Dimanche 15 janvier : un succès qui donne des idées!*

Page 3 : *Le cinéma, un outil de combat, source de débat, d'espoir et d'émotion.*

Page 4 : *La défense de l'Hôpital public dans le 78 s'organise et s'amplifie*

- *Droit à l'IVG et NON à l'ordre moral réactionnaire!*

Page 5 : *L'eau : la jungle des prix.*

Page 6 : *L'allocation universelle en question.*

Page 7 : *Transition énergétique, quels enjeux ?*

Page 8 : *Agenda ATTAC 78 Nord*



## EDITO

### Nous ne paierons pas leur dette !

**A**fin que la France restaure ses finances publiques, que ses entreprises redeviennent compétitives, les experts et éditorialistes patentés nous assurent qu'une cure sévère d'amaigrissement budgétaire s'impose, avec des mesures d'austérité visant à réduire encore plus le « coût du travail » et les services publics.

**Mais** une version alternative à celle de ces experts « nouveaux chiens de garde » du système, apparaît mieux fondée. Selon le rapport sur « *La dépense publique et son évolution* », publié par Bercy, la part des dépenses publiques dans le PIB français est passée de 52,8 % dans les années 1990 à... 52,9 % dans les années 2000.

**Ainsi, si les déficits et la dette ont flambé, ce n'est certes pas le fait d'une envolée des dépenses publiques.**

Si la dette en 2012 grimpe à hauteur de 87% du PIB, il y a deux raisons : d'une part la réduction drastique des recettes due notamment aux exonérations et baisses d'impôts consenties aux rentiers et grands actionnaires dans les années 2000 - chiffrées par le rapporteur du budget, à plus de 100 milliards d'€ par an, d'autre part, le montant abyssal des intérêts d'emprunts versés aux banques privées d'un montant de 1408 milliards d'€. Un hold-up vieux de près de 40 ans autorisé par cette loi Giscard de 1973 - reprise par les traités de Maastricht et de Lisbonne- qui interdit au Trésor Public d'emprunter directement à la Banque de France à un taux d'intérêt faible ou nul, et obligeant le financement des emprunts auprès du marché financier. ....

*Suite Page 2 ....*

## ...Suite de l' EDITO page 1 **Nous ne paierons pas leur dette !**

Nous ne rêvons pas : sans cette loi scélérate qui nous plonge dans l'austérité, la dette publique serait quasiment inexistante et permettrait d'en finir d'urgence avec la pauvreté.

**Cette dette est celle de la finance et du néolibéralisme, pas celle des assurés sociaux ni des citoyens.**

La solution réside dans une réforme fiscale revenant sur les cadeaux fiscaux cumulés depuis de longues années couplée à la mise sous tutelle du secteur financier par la société civile. Pour alléger le fardeau de la dette, maintenir les services publics et la protection sociale, engager une véritable politique écologique, le débat démocratique devrait déterminer quelle part de cette dette est illégitime,

(c'est-à-dire contractée au nom d'arguments infondés et au bénéfice d'intérêts particuliers) et, le cas échéant, décider un défaut de paiement de cette partie de la dette.

**C'est pourquoi un appel pour un «Audit citoyen de la dette publique» a été lancé** mi-octobre par des personnalités et nombre d'organisations syndicales, associatives et politiques, rejoints depuis par plus de 50 000 citoyens (<http://www.audit-citoyen.org/>).

Cet appel exige un moratoire sur la dette publique et que soient rendus publics les conclusions de l'audit.

Des collectifs locaux (déjà plus d'une centaine) se créent dans de nombreuses localités pour proposer aux citoyens de s'emparer de ce débat.

Celui de Houilles/ Sartrouville s'est constitué en novembre a commencé son activité publique.

**ATTAC 78 Nord propose que partout où cela est possible, cette initiative soit démultipliée.**

Les citoyens veulent pouvoir peser sur leur avenir et stopper les dégradations sociales et écologiques qui les indignent. Une insurrection démocratique citoyenne est nécessaire.



**Pour ne pas payer LEUR dette, imposons NOTRE démocratie !**

*Claude Latapie*

## Dimanche 15 janvier : un SUCCES qui DONNE DES IDEES !

**A**u lendemain de la perte du triple A par la France, la «**journée des alternatives**», **une première en France organisée par Attac en partenariat avec Médiapart**, sur le thème « Leur dette, notre démocratie », a emballé plus de 1300 personnes, dont des membres Attac 78 présents!

Des participants des mouvements d'indignés du monde, d'Attac ou pas (Tunisie, Espagne, Portugal, Islande, Belgique, Grèce, Allemagne, USA...), des débats en tables rondes, passionnants et passionnés, animés par des journalistes décapants, des dirigeants syndicalistes ou d'associations, des économistes, des sociologues et philosophes, mais aussi des intermèdes culturels hilarants : une conférence gesticulée sur la dette, des clips satiriques, et le Tribunal populaire des banques par la Compagnie Naje et Attac... tout a contribué au succès de cette initiative. Du mouvement Occupy Wall Street transformant profondément

en quelques mois le débat politique aux USA), aux milliers d'indignés espagnols face aux élites «indignes», nous avons aussi réfléchi avec Katerina Kitidi, réalisatrice grecque du film *Debtocracy*, à la puissante dynamique mais aussi aux limites du «mouvement des places». Katrin Oddsdottir, de l'Assemblée constituante islandaise, souleva le public en décrivant comment l'insurrection citoyenne contre la dette des banques islandaises a abouti à l'écriture d'une nouvelle Constitution par une procédure démocratique inédite combinant tirage au sort et élection. La question très actuelle de quelle rupture européenne et la place de la souveraineté populaire nationale fut l'objet d'un vif débat à suivre entre Pierre Khalfa, Frédéric Lordon et Philippe Corcuff.

*vidéos en ligne sur* <http://www.france.attac.org/dossiers/leur-dette-notre-democratie>

Eric Toussaint (CADTM) confirma l'importance de construire un mouvement international de contestation de la dette et de l'austérité. Annick Coupé (Solidaires) insista sur l'urgence, pour les organisations syndicales, de soulever la chape de la résignation face au rouleau compresseur de l'austérité, relayée par M-L Bertrand (CGT) sur la nécessité d'ancrer l'audit dans l'expertise des citoyens et des salariés.

Conclusions enthousiastes d'Edwy Plenel, Susan George, Stéphane Hessel et J-M Harribey pour confirmer à tous la portée historique des enjeux et des dangers du fanatisme du marché et donc la nécessité de ne pas se résigner et de continuer à construire des ripostes sociales à la hauteur et les alternatives au néolibéralisme, notamment par la démocratie qui est à la fois but et chemin.

*Fabienne, d'après Attac France.*



# Le Cinéma outil de combat, source de débat, d'espoir et d'émotion.

Attac 78 nord dans sa tradition d'éducation populaire pour l'action, en est bien convaincue !

Donc, poursuite des soirées ciné-débats que ce soit au Pandora d'Achères, au ciné des Mureaux ou à l'ABC de Sartrouville et à toute autre occasion, d'autant que la production est assez passionnante et variée depuis un certain temps: nos agendas en témoignent !

Ce 12 janvier nous avons été 150 à être émus (parfois aux larmes!), interrogés par **"Les neiges du Kilimandjaro"** de R.Guédiguian au cinéma des Mureaux. C'est l'histoire d'un couple d'ouvriers, Michel et Marie-Claire, militants syndicaux et de leurs amis qui, après avoir été frappés et volés, découvrent qu'un des agresseurs est un jeune de la même entreprise que Michel et licencié en même temps que lui.

Se révèle alors à eux, avec stupéfaction, un monde de misère, de "débrouille" et de solidarité de voisinage qu'ils côtoyaient sans le voir. Chacun de son côté, Michel et Marie-Claire essaient de l'approcher, de comprendre, de réparer... Une magnifique fable moderne, populaire, lucide et humaine.

Le débat, en présence d'Annick Coupé porte parole nationale de Solidaires, par des appréciations, des questions, a permis un échange riche sur de multiples questions de fond et très actuelles dont celle de départ: **où en est, où va la classe ouvrière aujourd'hui ?**

- sur le fonctionnement des syndicats : peut-on évoluer dans les pratiques syndicales? sur la prise de décisions? Quelle stratégie syndicale de lutte, quels «compromis» notamment face aux licenciements, la crise et l'austérité qui nous attend si on laisse faire ?

- sur le mode de mobilisation actuel des jeunes aujourd'hui: faut-il laisser les jeunes "s'indigner" de leur côté ?

**Comment articuler révolte individuelle et combat collectif ?**



- sur les relations homme-femme au vu des conséquences physiques et psychologiques de l'agression; l'attention, la complicité, l'amour exprimés et existants dans chacun des couples du film;

- sur le rôle de l'argent dans la vie des gens (l'argent volé a permis au frère aîné d'améliorer le quotidien de ses frères abandonnés), la place de la débrouille individuelle face à la solidarité collective...

- sur les relations familiales, amicales : la transmission ou non des valeurs défendues et vécues par des parents militants à leurs enfants, et comment l'amitié militante nous fait aussi tenir debout pour résister ...

**Un autre film récent nous interpelle** fortement puisque vous pourrez en débattre à plusieurs occasions (voir notre agenda) : **«Les Nouveaux chiens de garde»** de G. Balbastre et Y.Kergoat sur un sujet des plus brûlants : le rôle des médias et autres experts patentés, comme gardiens du système actuel de par leurs liens avec les pouvoirs économiques et politiques.

Inspiré du livre de Serge Halimi en 1997, ce film montre comment «au sein d'un périmètre idéologique minuscule se multiplient les informations prémâchées, les intervenants permanents, les notoriétés indues, les affrontements factices et les renvois d'ascenseur», pour façonner «l'opinion»...

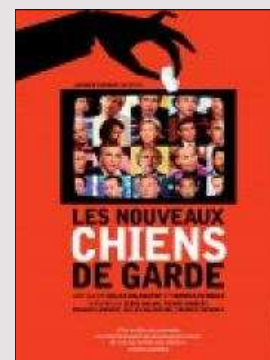
Mais le masque tombera de plus en plus face à notre résistance collective et notre capacité commune à construire de véritables alternatives, y compris devant ce fictif «contre pouvoir» des médias, car le vrai est encore à construire...

Et le cinéma peut aussi y contribuer, quand les citoyens s'en emparent !

(autre pépite emballante : **«Tous au Larzac»**, rediffusion à Mantes en mars!)

Marie-Pierre et Fabienne

## A voir, revoir et débattre



# La défense de l'Hôpital public dans le 78 s'organise et s'amplifie

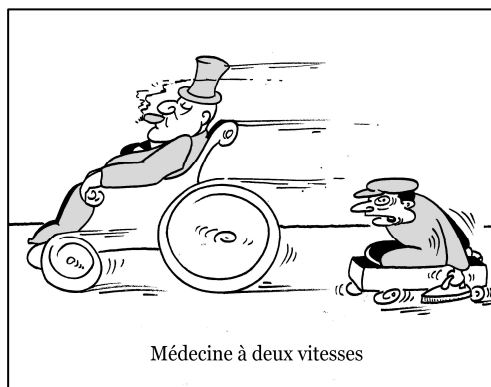
La situation de l'hôpital de Poissy illustre parfaitement, à l'échelle de la santé départementale, ce qui se passe au niveau national : démantèlement de la fonction publique hospitalière et dégradation de l'offre et de la qualité des soins au nom de la réduction drastique des dépenses sociales. Au mépris d'un bassin de santé de plus de 700 000 habitants [en augmentation], les arbitrages sont avant tout financiers : fermeture de services, suppression de postes, conditions de travail durcies... La liste des sacrifices imposés est longue.

Cette approche gestionnaire tente de nous persuader que notre santé coûte trop cher et qu'il serait dans notre intérêt de faire des économies aussi dans ce domaine. Avec d'autres organisations, Attac 78N a décidé de lancer un collectif pour dénoncer cette absurdité : la politique actuelle d'austérité appliquée à l'hôpital nous met tous en danger !

## Comment en est-on arrivé là ?

Le principal acteur de ce démantèlement progressif et inavoué, c'est l'Agence Régionale de Santé (ARS) d'Ile-de-France, créé par la loi Hôpital Patients Santé Territoires (loi HPST ou loi Bachelot) votée en 2009. Son président, Claude Evin, qui chiffre à plus de 90 M€ le déficit cumulé de l'hôpital fin 2010, a récemment déclaré que « le retour à l'équilibre [financier] de l'établissement est un préalable à tout projet

d'investissement et notamment au projet de site unique » sur la commune de Chambourcy. Il ne précise évidemment pas que la privatisation des services les plus rentables ou la tarification à



l'activité alourdissent ce déficit, sans compter certaines transactions pour le moins coûteuses (achat et revente à perte de foncier, règlement de tous les frais de prestations externes...) liées justement à l'opportunité du site unique. Conséquence directe, le projet (11M€) de développement du service des urgences (90000 patients par an) où l'attente peut atteindre 12 heures si vous n'êtes pas prioritaire, ne sera pas financé avant « le retour à l'équilibre ». C'est encore le moment de se souhaiter bonne santé à tous !

Le collectif de défense de l'hôpital de Poissy/Saint-Germain-en-Laye, membre de la Coordination Nationale, a organisé une réunion publique (le 3 décembre) qui a réuni plus de 130 personnes.

**Une pétition doit maintenant être signée par le plus grand nombre**

afin que notre santé ne se réduise pas à un enjeu économique déconnecté des vrais besoins de la population.

(en ligne sur [Comité local ATTAC 78 Nord](http://www.petitionpublique.fr/?pi=P2012N20153) ou <http://www.petitionpublique.fr/?pi=P2012N20153>)

**Cela rejoint d'autres combats dans le 78**, comme celui du Comité Coeur Hôpital de Mantes : 22 000 signatures en 18 mois pour la réouverture du service de coronarographie et toujours des initiatives publiques et démarches face au blocage de l'ARS et malgré une moindre implication du personnel hospitalier ...

Ce combat ne fait que commencer ; il sera probablement long mais d'autres luttes (comme pour le maintien de la chirurgie cardiaque de l'hôpital Mondor) nous montrent l'exemple : **ensemble, citoyens, patients et personnel hospitalier, on peut gagner !**

**Les citoyens et citoyennes du collectif Poissy sont déjà soutenus dans le 78 par :**

Union locale CGT 78Nord, Sud du CHIPSG, CGT du CHIPSG, Union syndicale Solidaires, Attac78Nord, Alternative Libertaire, Parti de Gauche Nouveau Parti Anticapitaliste, PCF, PS Chambourcy, Association Front de Gauche Boucle de Seine, PS Poissy, Mouvement de la Paix, les Alternatifs, Europe Ecologie-Les Verts, Vivre Sa Ville Poissy.

Eloi et Fabienne

## Droit à l'IVG et NON à l'ordre moral réactionnaire!

La santé des femmes, ce n'est pas le souci de tout le monde, notamment des officines catholiques très réactionnaires tels SOS Touts Petits, qui continuent et étendent leurs prières de rue dans le 78 contre l'IVG, la loi Veil, contre les centres du Planning familial, au mépris des milliers de femmes qui risqueraient leur vie dans la clandestinité. Non seulement le pouvoir politique les tolère mais les restrictions de budget du fait de la Loi HPSP menacent aussi l'IVG. Ils sont en cela aussi relayés par Marine Le Pen, qui va dans le même sens.

C'est ce que nous avons dénoncé dans un tract unitaire à la gare de Poissy samedi 4 février (voir sur notre site) et nous continuerons à chacune de leurs apparitions provocatrices, à réaffirmer : oui à l'IVG et la contraception libres et gratuits !



# EAU : La jungle des prix

Une récente enquête de l'association UFC Que Choisir sur le prix de l'eau dans le Val de Seine met en lumière de grandes disparités : dans le coût de l'abonnement, par exemple, qui varie du simple au double pour un même délégataire. Veolia facture le coût de l'abonnement semestriel à 13,32 € aux Mureaux contre 28,09 € sur la commune de Triel.

Cet abonnement peut même atteindre 73 €, selon une autre enquête nationale de la CLCV (Confédération du Logement et du Cadre de Vie). On peut aussi noter des disparités entre les communes concernant le prix du m3 d'eau hors abonnement. Veolia facture 2,11 € le m3 à Juziers et plus du double (4,44 €) à Triel. Chez Suez et SEFO, l'écart mesuré est moindre, de l'ordre de 1€. Enfin, l'enquête pointe un prix du m3 qui est dégressif avec la quantité d'eau consommée.

Une tarification idéale pour pousser au gaspillage ! Exigeons au contraire de payer les premiers m3 à un prix réduit (voire gratuit) avec un montant qui augmente de manière significative au fur et à mesure de la consommation par membre du foyer.

## L'opacité de la gestion

Le prix de l'eau n'est pas le seul enjeu de notre mobilisation. Le rapport annuel d'exploitation que le délégataire remet au maire est souvent opaque sur l'entretien du réseau. Questionné à ce sujet par la CCSPL (Commission Consultative des Services Publics Locaux) à Poissy, les représentants de Suez ont eu une réponse lapidaire :

«Contractuellement, nous ne sommes pas tenus de vous répondre ».

Bonjour la transparence ! Suez s'engage néanmoins à l'avenir à indiquer les travaux réalisés sur chaque partie du réseau.

L'association Eau Val de Seine, dans laquelle des militants d'Attac 78 Nord sont engagés, poursuit cette démarche en interpellant les maires des communes du Val de Seine : sont-ils en mesure d'informer leurs administrés de l'état du réseau d'adduction d'eau sur leur commune ?

Les multinationales de l'eau sont bien conscientes de la contestation qui monte.

A l'heure d'une remise en question générale de leur service, ils proposent des baisses records de leur prestation. Veolia a par exemple diminué de 30% ses prix pour les communes de l'AREP-CAMY (dans le mantois),



Ces mobilisations citoyennes auxquelles nous avons participé préparent le FAME (le Forum Alternatif Mondial de l'Eau) qui se tiendra à Marseille du 14 au 17 mars.

Au même moment, la Banque Mondiale et les sociétés transnationales chercheront à s'arroger la gouvernance de cet or bleu. Le forum alternatif promeut à l'inverse, une gestion écologique et démocratique de l'eau.

Avec ou sans échéances électorales, les associations sauront rappeler la question de la gestion de l'eau aux politiques.

A eux d'avoir la lucidité de choisir une gestion démocratique de ce bien commun de l'humanité.

**Aux citoyens de se mobiliser pour refuser cette marchandisation.**

Philippe COUZINOU



## La préparation du FAME

De la gestion de l'eau en régie municipale, il en a été question pendant les assises départementales puis pendant les assises régionales de l'eau de l'automne dernier.

Plus d'infos sur : <http://eauval-de-seine.blogspot.com>

# L'allocation universelle en question

**C'**est une vieille idée : Thomas Paine et Robespierre en parlaient déjà sous la Convention. Depuis, différentes appellations ont été utilisées : revenu social (proposé par J. Duboin dès 1936 mais ignoré par la plupart des auteurs, sans doute parce qu'il s'inscrit dans un projet de société non capitaliste), revenu de citoyenneté, revenu de base, revenu d'existence, revenu minimum européen, revenu citoyen universel, revenu minimum de citoyenneté, etc.

En 1986, l'association internationale BIEN (1) en donne pour définition : «un revenu accordé à tous, individuellement et sans condition» (2)

En 1992, une revue (3) y consacre un numéro spécial, tentant de faire un tri dans cette vaste nébuleuse.

L'assurance d'un revenu pose beaucoup de questions, c'est pourquoi *La Grande Relève* (4) au fil des ans, y a consacré de nombreux articles.

## Le critère fondamental

Pour bien comprendre ce dont on parle, il importe de distinguer deux types de propositions, celles qui s'accommodent du système actuel, et celles qui, au contraire, conduisent à un dépassement de la société salariale. Les premières (l'impôt négatif(5) entre dans cette catégorie) proposent de financer le revenu par redistribution, c'est-à-dire par des impôts et taxes nouvelles (TVA augmentée ou pas ?). Ainsi, Mylondo (6) pense qu'il serait possible de financer un «revenu inconditionnel authentique» par des transferts budgétaires et une refonte des impôts et il affirme que «la possibilité de garantir à chaque citoyen un niveau de vie égal au seuil de pauvreté est une évidence comptable».

Certains envisagent de supprimer certaines allocations existantes.

**L**e revenu garanti est ainsi une charité forcée et son montant est trop faible pour permettre de refuser un emploi non satisfaisant.



Le critère fondamental est donc le montant de l'allocation, comme l'explique André Gorz :

«un "revenu d'existence" très bas est, en fait, une subvention aux employeurs.

*Elle leur permet de se procurer un travail en dessous du salaire de subsistance.*

*Mais ce qu'elle permet aux employeurs, elle l'impose aux employés.*

*Faute d'être assurés d'un revenu de base suffisant, ils seront continuellement à la recherche d'une vacation, d'une "mission" d'intérim; donc incapables d'un projet de vie multi-active.*

*Le "revenu d'existence" permet dès lors de donner un formidable coup d'accélérateur à la déréglementation, à la précarisation, à la "flexibilisation" du rapport salarial, à son remplacement par un rapport commercial» (7).*

En effet, seul un revenu suffisant pour satisfaire les besoins vitaux (alimentation, logement, habillement, auxquels il faut ajouter santé, éducation, culture) rend possible une transformation profonde des rapports salariaux.

## Où en sommes-nous ?

Dans la multitude de propositions et de vidéos qui apparaissent sur la toile (8), on trouve beaucoup d'arguments convaincants pour un revenu garanti, des statistiques qui montrent que le travail salarié est une denrée rare et que de nombreuses personnes vivent désormais de revenus redistribués et non plus d'un salaire.

L'attribution d'un revenu de base à tous paraît alors la solution logique.

Trois questions essentielles demeurent : doit-il être inconditionnel, quel doit être son montant et comment le financer ?

L'utilisation d'une monnaie parallèle, parfois suggérée, pourrait être une solution transitoire.

Il demeure que l'instauration d'un revenu de base, tout à fait nécessaire, ne doit ni être compensée par la suppression d'un salaire minimum interprofessionnel de niveau au moins égal au seuil de pauvreté, et ni être accompagnée de la suppression de services publics (de santé, d'éducation, d'aides à la personne) corrects et indépendants des marchés.

Restent de nombreux obstacles psychologiques tel que celui soulevé par Keynes :

«La lutte pour la subsistance nous paraît comme ayant toujours été jusqu'ici le problème primordial et le plus pressant de l'espèce humaine. Si le problème économique est résolu, l'humanité se trouvera donc privée de sa finalité traditionnelle...

*Pour la première fois, depuis sa création, l'homme fera face à son véritable problème : comment employer la liberté arrachée aux contraintes économiques ?».*

Marie-Louise et Jean-Pierre MON

1) BIEN =Basic Income European Network (Réseau européen pour un revenu de base), association créée à l'université de Louvain-la-Neuve (Belgique) en 1986, devenue Basic Income Earth Network (Réseau Mondial pour un revenu de base) en 2004. —

2) On trouve dans la littérature des descriptions de mises en œuvre, dans certains pays, de dispositifs qualifiés d'allocation universelle mais qui, ne concernant en fait que certaines franges de la population, ne sont donc pas universels. Ils constituent un progrès pour des populations très démunies, mais ne changent pas l'esprit du système actuel—

3) *Tansversales Science-culture*, N°3, mai 1992.— 4) Mensuel de l'économie distributive <http://economiedistributive.free.fr>—

5) Milton Friedman, *Capitalisme et liberté*, 1962 — 6) Baptiste Mylondo, *Le Sarkophage*, n° 10, janvier-Mars 2009. —

7) A. Gorz, *Misères du présent, Richesse du possible*, éd. Galilée, Paris, 1997—

8) <http://www.scoop.it/t/revenu-de-vie>



# Transition énergétique, quels enjeux ?

La réunion annuelle de décembre des gouvernements de la planète a eu lieu à Durban en Afrique du Sud, pour chercher à prolonger le Protocole de Kyoto et la lutte contre le réchauffement et les dérèglements climatiques. Citons le communiqué d'Attac-France :

« La conférence de Durban sur le changement climatique est terminée. Elle s'achève sur un accord sans engagement, condamnant à une augmentation de la température globale de plus de 4°C, dont l'objectif est de diluer les responsabilités à travers la négociation d'un nouveau mandat pour 2015 qui ne serait applicable qu'en 2020 ».

Plus de +4°C ! Alors que depuis des années « tous » sont d'accord pour limiter le réchauffement à +2°C, ce que reconnaissent les ONG, les associations, ce que dénie les gouvernements.

Si l'Europe tente de maintenir en survie le processus du Protocole de Kyoto, les USA, la Russie, le Japon, parmi les grands responsables historiques de la situation jouent les sourds et aveugles. Que dire du Canada qui s'est retiré du protocole, ayant totalement échoué à réaliser ses propres engagements.

De plus, le fonds vert destiné à être alimenté par les pays du Nord pour aider le Sud à réaliser ses plans d'action pour l'atténuation des changements climatiques et leur adaptation reste désespérément vide.

Et Attac-France de poursuivre : « Au moment où les rapports

scientifiques convergent pour dire l'urgence des changements à mettre en œuvre, **ce sommet des Nations unies restera celui du grand renoncement.**

Aujourd'hui, **c'est clairement le rôle des populations d'imposer d'autres choix à une diplomatie climatique**

de Notre Dame des Landes, organisé du 4 au 8 juillet par le collectif opposé au transfert de l'aéroport de Nantes sur le site de NDDL.

Le collectif veut en faire une initiative européenne contre « les grands équipements inutiles ».

Des départs collectifs en voiture



© Lidwine, Les Dessin'acteurs de bandes destinées et La Boîte à Bulles

soumise, plus que jamais, aux intérêts géopolitiques et aux lobbies économiques et financiers ».

Devant l'échec et le peu de résultats du lobbying assumé, le Réseau Action Climat, bureau d'intervention international des grandes associations environnementales s'interroge lui aussi sur un changement de stratégie.

Il faudra surveiller la capacité de ceux qui vont briguer nos suffrages à la Présidentielle et aux législatives, à prendre la mesure d'une situation qui ne laisse pas de devenir inquiétante.

Une opportunité est donnée par l'annonce du rassemblement sur le site

et en cars seront organisés depuis la région parisienne.

Attac 78% nord continue son travail d'éducation populaire et d'action citoyenne en programmant ou soutenant des réunions et des cinés-débats sur le thème de la crise climatique et de la transition énergétique : par exemple récemment avec « NegaWatt et la transition énergétique », « Gasland », « Bientôt nous aurons faim », « La finance, le développement durable et moi », « Water makes money » etc...

La participation active d'Attac78Nord aux initiatives locales allant dans le sens de l'intervention citoyenne dans ce domaine essentiel demeure une de nos priorités.

Pierre Gineste



## PROCHAINES ACTIVITES PUBLIQUES D'ATTAC 78 NORD

Date	Thème	Heure	Lieu
<b>Vendredi 3 février</b>	<b>Ciné-débat « <i>Zambie, à qui profite le cuivre ?</i> »</b> sur les paradis fiscaux avec le CCFD et Terre Solidaire	20h15	<b>Salle Michelet - Houilles</b>
<b>Vendredi 10 février</b>	<b>Ciné-débat « <i>Les Nouveaux chiens de garde</i> »</b> - débat avec <b>Yannick Kergoat</b> , réalisateur et co-animateur d'Acrimed	20h30	<b>En collaboration avec le Cinéma Pandora Achères</b>
<b>Jeu­di 16 février</b>	<b>Ciné-débat « <i>Les Nouveaux chiens de garde</i> »</b> avec <b>Henri Maler</b> co-animateur d'ACRIMED	20h30	<b>Sartrouville- Cinéma ABC</b>
<b>Vendredi 9 mars</b>	<b>Ciné multi associatif dont Attac: « <i>Nos ancêtres, les gauloises</i> »</b> documentaire sur les femmes issues de l'immigration.	20h30	<b>En collaboration avec le Cinéma Pandora Achères</b>
<b>Samedi 10 mars</b>	Attac appelle au <b>rassemblement-chaine humaine</b> par Les Femmes de Poissy <b>pour la journée internationale des droits des Femmes</b>	14h30	<b>Place de la mairie Poissy</b>
<b>Jeu­di 15 mars</b>	<b>Ciné-Débat « <i>Squat, la ville est à nous</i> »,</b> débat sur le logement avec un responsable du DAL - <b>Soirée Attac, Collectif Logement et LDH des Mureaux</b>	20h30	<b>Cinéma Frédéric Dard des Mureaux</b>
<b>Vendredi 16 mars</b>	<b>Participation à la Réunion-débat sur la dette,</b> En collaboration avec le <b>Collectif dette de Houilles-Sartrouville.</b>	20h30	<b>Salle Michelet Houilles</b>
<b>Samedi 24 mars</b>	Participation au <b>café Repaire</b> de Marly-le-roi sur l' <b>actualité de la Commune de Paris</b> , avec les Amis de la Commune et la chorale Rouge Gorges (et le soutien de La Grande Relève).	17h	<b>Café le Fontenelle Marly-Le-Roi</b>
<b>Jeu­di 29 mars</b>	<b>Ciné-Débat « <i>Tous au Larzac</i> »</b> avec Gilles Lemaire d' Attac France et ancien des Comités Larzac et Ph.Cacciabue (Terre de Liens) <b>Soirée Attac, Biocoop et Librairie la Réserve</b>	20h	<b>Cinéma Le Chaplin Mantes La Jolie</b>
<b>Jeu­di 12 avril</b>	<b>Ciné débat sur le revenu d'existence</b> avec Marie-Louise Duboin, membre d'Attac et directrice de la Grande Relève	20h30	<b>Salle Blanche de Castille Poissy</b>
<b>Mercredi 11 avril</b>	<b>Participation au Ciné débat sur gaz et huile de schiste</b> avec la Biocoop, le collectif Non au gaz et huile de Schiste Val de Seine	20h30	<b>Biocoop d'Epône</b>
<b>26-27- Mai</b>	<b>Participation de membres Attac 78N au rassemblement annuel des Glières...</b> voir sur <a href="#">Citoyens Résistants d'Hier et d'Aujourd'hui</a>		<b>Les Glières Haute Savoie</b>
<b>Juin</b>	<b>Participation au 3è festival Quartiers Libres de Poissy,</b> thème « <i>liberté, égalité, fraternité</i> »- Programme à suivre		<b>Poissy</b>



### Si vous souhaitez être tenu au courant de nos activités

**consultez notre site**

<http://www.attac78nord.org/spip.php?article44>

et abonnez-vous à notre courriel bimensuel.

**Réunion Groupe Local Houilles :**

**3<sup>ème</sup> vendredi** du mois 20h30 17 février (salle Marceau ) 20 avril, 24 mai, 15 juin salle Michelet

**Groupe Local St Germain** : travail sur la Dette

**Réunion Groupe Local Poissy :**

le 27 février (salle à confirmer) - contact : [cphi@free.fr](mailto:cphi@free.fr)

